



**Pour un plan d'urgence dans l'éducation,  
pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.**

## **GREVE NATIONALE et MANIFESTATION le 23 septembre**

L'Ecole a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint.

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par **le manque d'anticipation** et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité **la mise en place d'un plan d'urgence** et **la création massive de postes pour l'éducation** dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- **refus de créer un collectif budgétaire** pour la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée ;

- **suspension de personnels non vaccinés** plutôt que de créer les postes nécessaires et de recruter ! **Il faut des recrutements sous statut, pas des licenciements !** Les organisations signataires n'accepteront pas qu'un·e seul·e collègue soit sanctionné·e !

- **publication de la circulaire de rentrée** sans qu'aucune concertation préalable n'ait été organisée. De plus, son contenu relève davantage de la promotion de la politique ministérielle.

Encore une fois, le ministre est dans **le déni** de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

**Les annonces du Grenelle** ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. **Un renoncement de plus** qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et **cherchent à transformer en profondeur** les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et **demandent le rétablissement du baccalauréat** national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Elles appellent les personnels à se réunir dans les écoles, collèges, lycées, CIO, dans les services administratifs pour lister les revendications et préparer **la journée de grève et de manifestation du 23 septembre**, première étape d'une mobilisation qui se poursuivra par l'appel à la grève inter professionnelle du 5 octobre pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études. Public, privé : toutes et tous ensemble !

Notre Ecole ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

**En grève et mobilisé·es toute la journée :**

**Manifestation 10h place Delille, en direction du rectorat**

**Vers 11h, audience auprès du Recteur**

**Réunion des personnels mobilisés 14h, salle de la Maison du peuple**